

Expansion des exportations—Loi

Je veux revenir sur une citation. Ce n'est pas moi qui ai dit cela. Ce ne sont pas mes paroles. Ce sont celles de M. McGibbon d'Abitibi. L'initiative de la SEE «peut difficilement être interprétée comme un signe de confiance dans les perspectives à long terme de l'industrie canadienne». C'est déshabiller Pierre pour habiller Paul et Pierre est ici au Canada et Paul est n'importe où ailleurs sauf au Canada. Quelle bande avon-nous à la tête du pays? Chacun tire de son côté à hue et à dia.

● (2042)

Nous en avons eu un exemple un soir lorsque le vice-premier ministre et président du Conseil privé (M. MacEachen) a parlé d'un sujet dont il ne connaissait pas un traître mot. Il s'agissait de la question du pipe-line allant de l'Alaska aux États-Unis. Il ne savait pas que le ministère de l'Industrie et du Commerce avait effectué une étude à ce propos. Nous avons posé certaines questions, il nous a présenté quelques chiffres puis s'est tourné, piteusement, vers le ministre de l'Industrie et du Commerce. On voyait, à l'expression de ses yeux qu'il demandait: «Je t'en prie, Jack, aide-moi, aide-moi». Naturellement, «Jack» n'a pas pu l'aider car lui-même ne savait rien du rapport qui avait été seulement rédigé par son ministère.

Mais continuons à citer le *Globe and Mail*:

D'autres observateurs de l'industrie ont déclaré que de tels prêts constituaient un affront à l'industrie canadienne car c'est avec les impôts des Canadiens que l'on finance nos futurs concurrents.

Ce n'est pas l'opposition officielle ou le NPD, le Crédit social, le député qui siège comme indépendant ou même des hommes politiques qui ont fait cette observation. Nous avons dit, ces derniers mois, que c'était l'industrie qui l'avait affirmé. De tels prêts sont une véritable insulte à l'industrie canadienne étant donné que ce sont les impôts payés par les Canadiens qui financent nos futurs concurrents. Quel genre de pays avon-nous donc qui signe son propre arrêt de mort d'une manière aussi stupide? Uniquement pour créer quelques emplois dans la construction pendant 12 ou 15 mois, nous allons construire des usines de pâtes et papiers aux États-Unis, leur fournir toute l'aide imaginable, leur consentir des prêts à faible intérêt et leur donner toute l'aide possible. Alors, ils vont créer leurs propres usines de pâtes et papiers, ce qui fera encore quelque centaines de milliers de tonnes de papier que nous ne pourrions plus vendre aux États-Unis dans l'avenir. Mais quelle genre de politique est-ce donc?

Lorsque nous posons cette question, on nous donne une réponse stupide et ridicule: «Si nous ne la finançons pas, quelqu'un d'autre s'en chargera». Et bien, qu'un autre cinglé finance l'industrie. Pourquoi devrions-nous le faire? Vous rendez-vous compte de l'inanité de cette réponse: «Si nous ne la finançons pas, quelqu'un d'autre s'en chargera». Que les stupides Canadiens la financent, voilà leur réponse. Soyons donc idiots et faisons-le nous-mêmes au lieu de laisser d'autres idiots d'étrangers s'en charger.

L'article se poursuit ainsi:

Un porte-parole de la SEE a déclaré que la Société ne consentirait aucun prêt qui aurait pour effet de transférer à un pays étranger des connaissances technologiques dont le Canada a le monopole ce qui se solderait par un affaiblissement de la proposition privilégiée de l'industrie canadienne en ce domaine.

Avez-vous jamais entendu de pareilles balivernes? Ils ne le feraient pas dans ce cas-là mais ils ne se gêneraient pas pour le faire s'il ne s'agissait pas d'une technologie dont le Canada a le monopole. S'il s'agit d'un secteur qui ne constitue pas un

monopole et qui subit déjà les effets de la concurrence internationale, s'il s'agit d'une industrie moribonde il est alors permis d'agir et de lui donner le coup de grâce. Voilà ce que cette déclaration veut dire en fait. Avez-vous jamais entendu de telles sornettes? Un porte-parole de la SEE a déclaré que la Société ne consentirait pas de prêts si une telle démarche consistait à transmettre à un pays étranger des connaissances technologiques dont le Canada a le monopole. L'article continue ainsi:

Toutefois, dans le cas du prêt consenti à Bear Island Paper Co pour son moulin à papier situé près de Richmond en Virginie, le fait est que les fournisseurs canadiens sont en concurrence avec ceux d'autres pays qui peuvent fabriquer un matériel semblable et qui peuvent également offrir des conditions de financement. Si ces services et ces machines n'avaient pas été achetés à des fabricants canadiens ils l'auraient été ailleurs, a-t-il déclaré, ...

C'est là leur justification. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a adopté la même position. Quoi d'étonnant d'ailleurs à ce qu'il ait adopté la même position et le même son de cloche. Si la Société adopte une position différente demain il adoptera alors lui aussi une position différente. Si la Société change encore de position le surlendemain, il en fera de même car il ne sait pas lui-même quelle position adopter. La seule chose qu'il sait c'est que cela fait partie de ses attributions d'adopter toute position que la Société décide d'adopter.

Une deuxième usine, celle de Richmond deviendra la propriété conjointe de Bato Co. et de Dow Jones. La SEE devrait s'appeler Bato Co. L'article se poursuit ainsi:

L'usine de papier de Richmond sera la propriété conjointe des sociétés Bato Co, Dow Jones and Co. Inc. et Washington Post Co. Les Sociétés Dow Jones et Washington Post achètent actuellement leur papier journal au Canada à des fabriques qu'elles exploitent en tant qu'associés ainsi qu'auprès d'autres fournisseurs canadiens de papier-journal.

Continueront-ils de le faire à l'avenir, et non pas seulement dans une année et demie ou deux années encore ni même parce qu'ils vont produire leur propre papier-journal? Financés par le Canada, ils vont produire leur propre papier-journal aux États-Unis mêmes et ils cesseront alors d'en acheter aux papeteries qu'ils exploitent conjointement au Canada ainsi qu'à d'autres fournisseurs de papier journal canadiens. Bien sûr, il ne sert à rien de s'acharner sur ce point. Je le signale simplement. Nous l'avons fait remarquer en comité mais personne ne nous a écoutés. Personne ne s'en soucie du côté du gouvernement. Il nous faut espérer que le public nous écoute et s'en inquiète.

M. Boulanger: Ce n'est pas ce que le sondage Gallup indique.

M. Crosbie: Ai-je entendu quelqu'un parler de ce côté?

M. Boulanger: Ce n'est pas ce que le sondage Gallup indique.

M. Crosbie: Si le sondage Gallup vous est si favorable, pourquoi ne pas galoper jusqu'aux urnes? Pourquoi n'y allons-nous pas maintenant? Nous avons tous pensé que nous irions au peuple en juillet, et que nous verrions ainsi si le sondage Gallup avait tort ou raison. Le premier ministre a tellement peur qu'il retarde les élections tant qu'il peut.

J'ai mentionné un numéro du *Financial Post*, le numéro spécial sur la Société pour l'expansion des exportations qui a coûté \$20,000. Voici une déclaration pour laquelle j'aimerais que la Société pour l'expansion des exportations fournisse des preuves. C'est ce que j'étais en train de dire. C'est la question de la vérité touchant les prêts. On ne devrait pas avoir à